

### **Points saillants**

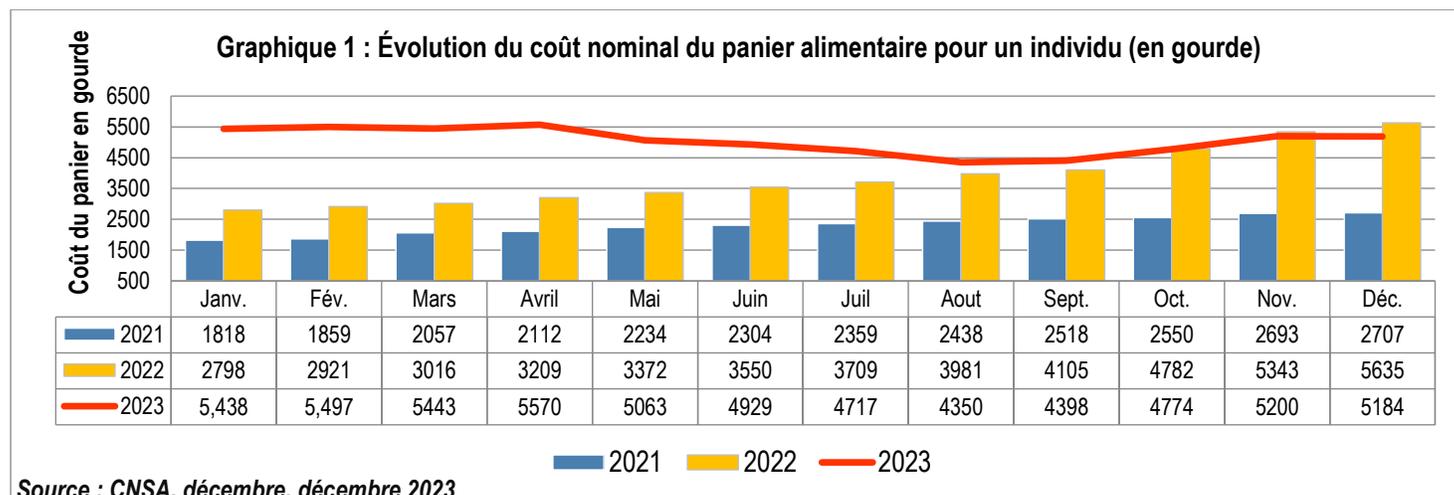
- *En décembre 2023, le coût moyen des produits alimentaires a subi une baisse de 0.31 % par rapport à novembre 2023, et de 8% sur une base annuelle. Les variations à la baisse enregistrées sont dues, entre autres, i) à la reprise progressive des transactions commerciales avec la République Dominicaine, ii) à l'appréciation de la gourde par rapport au dollar USD depuis la fin du 1er semestre de 2023, iii) à la décélération de l'inflation annualisée (39.8% en juillet 2023 contre 22.2% en novembre 2023) résultant du repli de la fonction « **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** » et à l'**effet multiplicateur des fêtes de fin d'année** entraînant globalement une augmentation de certaines activités économiques mises en œuvre améliorant ainsi les principales sources de revenus de certains ménages.*
- *En rythme mensuel, les baisses les plus significatives sont constatées sur les marchés de Hinche (-10%), du Cap-Haïtien (-9%) et des Cayes (-6%). Les produits les plus affectés par cette tendance comparée à novembre 2023 sont le maïs moulu importé (-27.7%), le maïs moulu local (-5.7%) et la farine de blé (-3.1%). A l'inverse, le coût du panier a augmenté sur les marchés de Fonds-des-Nègres (17%), de Port-de-Paix (5%), de Port-au-Prince (4%) et de Ouanaminthe (3%).*
- *En ce qui concerne la baisse en glissement annuel, elle a touché sept marchés parmi les dix suivis et cette tendance baissière est davantage observée sur les marchés des Gonaïves (-12%), des Cayes (-12%), de Port-au-Prince (-10%), de Jacmel (-10%) et de Hinche (-9%). L'analyse par produit, comparativement à décembre 2022, montre que les denrées alimentaires dont les prix ont davantage décliné sont le maïs moulu importé (-22%), l'huile de cuisson (-8%), la farine de blé (-6%) et le maïs moulu local (-3%).*
- *À l'échelle internationale, il est observé une légère augmentation des cours moyens du riz, se traduisant par une hausse de 0.01 % par mois et de 3.6 % en termes annuels. Aussi, les cours du maïs ont manifesté une augmentation mensuelle de 2% mais ont enregistré une baisse substantielle de l'ordre de 32.57% sur une base annuelle. En ce qui concerne les prix du blé, une augmentation de 3.46% a été constatée au niveau mensuel, tandis qu'une réduction significative de 24.79 % a été relevée par rapport à la période de décembre 2022.*
- *Le niveau de sévérité des conditions de sécurité alimentaire au niveau national demeure une source d'inquiétude constante. Selon la plus récente analyse IPC réalisée en août 2023 par la CNSA et ses partenaires, pour la période s'étalant d'août 2023 à février 2024, il a été constaté que 14 % de la population étudiée sont classifiés en phase 4 de l'IPC (Urgence), tandis que 30 % se situent en phase 3 de l'IPC (Crise).*

### **Évolution du coût nominal mensuel du panier alimentaire au niveau national**

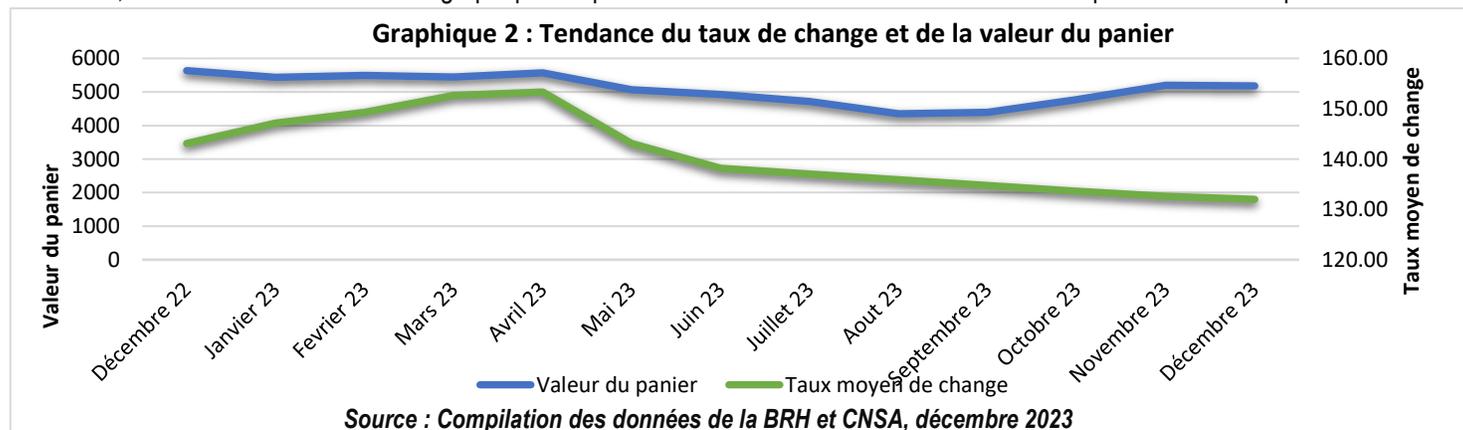
Le panier considéré dans le cadre de cette analyse est composé de 6 produits de base (**riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale**) qui représentent **1870 kilocalories consommées par personne par jour**. Il est constitué de telle sorte que 100% de consommation de calories proviennent de ces six produits alimentaires, ceci à cause du manque d'information pour d'autres produits, en particulier les fruits, les légumes, les racines et les tubercules. L'analyse du panier permet de suivre l'accès des ménages au panier de base dans le temps et dans l'espace. Il ne constitue pas un panier nutritionnel. Ce panier reflète surtout la consommation alimentaire des ménages à faible niveau de revenu.

Le coût nominal moyen du panier alimentaire en décembre 2023, se situe autour de **5 184 gourdes** par individu par mois, soit **25 920 gourdes** pour une famille composée de cinq personnes, contre **5 200 gourdes en novembre 2023 et 5 635 gourdes** en décembre 2022. Ce qui représente une légère baisse de 0.31% en rythme mensuel et une baisse 8% en rythme annuel. En ramenant le panier sur la base de 2100 kcal recommandée par la norme SPHERES, le coût nominal du panier en décembre 2023 correspond à **29 108 gourdes par mois** pour une famille composée de cinq membres.

La diminution du coût nominal du panier alimentaire, tant en rythme mensuel qu'en glissement annuel est la résultante du regain de la valeur de la gourde, par rapport au dollar américain, depuis le deuxième trimestre de l'année 2023. Cette tendance baissière serait davantage significative en dehors des perturbations provoquées par l'occupation des gangs au niveau des grands axes routiers du pays, perturbations affectant sévèrement les différents circuits d'approvisionnement.



Compte tenu du poids des produits alimentaires importés dans la consommation alimentaire en Haïti, la tendance du taux de change de la gourde par rapport au dollar a des influences directes sur celle de la valeur du panier alimentaire. Depuis le mois d'avril 2023, le fléchissement du taux de change a influé sur la variation de la valeur du panier alimentaire avec une tendance baissière. Cette évolution quasi similaire a été stoppée depuis les situations irrégulières liées à la fermeture de la frontière de manière unilatérale. De manière illustrative, ceci est reflété sur l'allure du graphique ci-après montrant l'évolution des deux variables depuis le mois de septembre 2023.

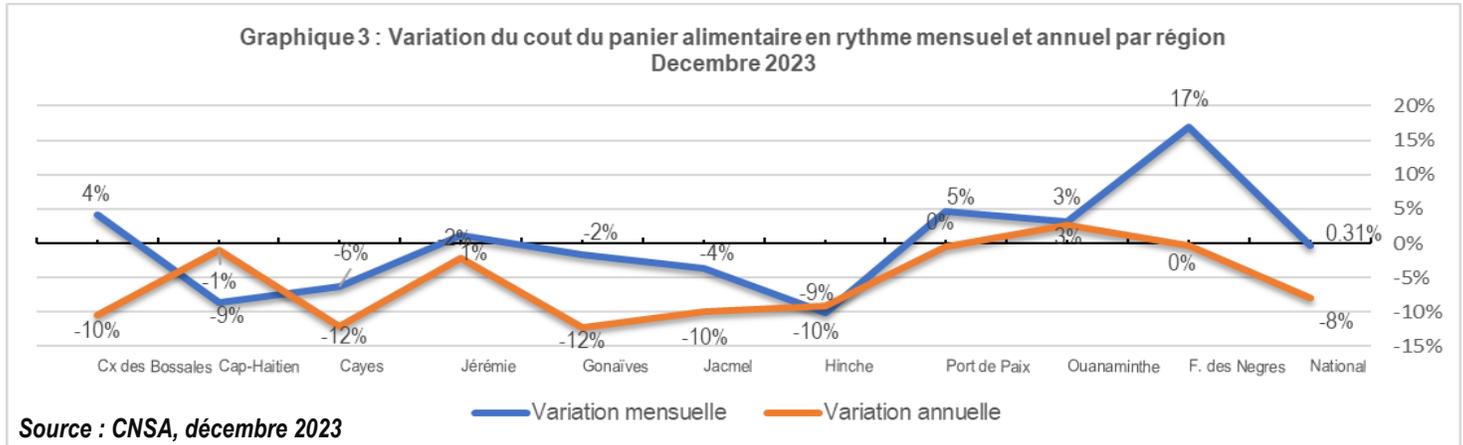


## Évolution du coût nominal du panier alimentaire sur les marchés régionaux

A l'échelle nationale, le coût moyen du panier alimentaire en décembre 2023 a subi une baisse de 0.31% en variation mensuelle. Cette tendance baissière est observée au niveau de certains marchés régionaux. Les baisses les plus significatives sont constatées sur les marchés de Hinche (-10%), du Cap-Haïtien (-9%) et des Cayes (-6%). À l'inverse, le coût du panier a augmenté sur les marchés de Fonds-des-Nègres (17%), de Port-de-Paix (5%), de Port-au-Prince (4%) et de Ouanaminthe (3%).

En glissement annuel, la valeur du panier alimentaire a aussi chuté au niveau national, soit de 8%. Parmi les dix grands marchés régionaux, sept présentent la même tendance : c'est le cas des marchés des Gonaïves (-12%), des Cayes (-12%), de Port-au-Prince (-10%), de Jacmel (-10%), de Hinche (-9%), de Jérémie (-2%) et du Cap-Haïtien (-1%). Par ailleurs, elle reste plutôt inchangée sur les marchés de Port-de-Paix et de Fond-des-Nègres. Toutefois, le coût du panier a augmenté au niveau de Ouanaminthe et cela peut s'expliquer par la perturbation

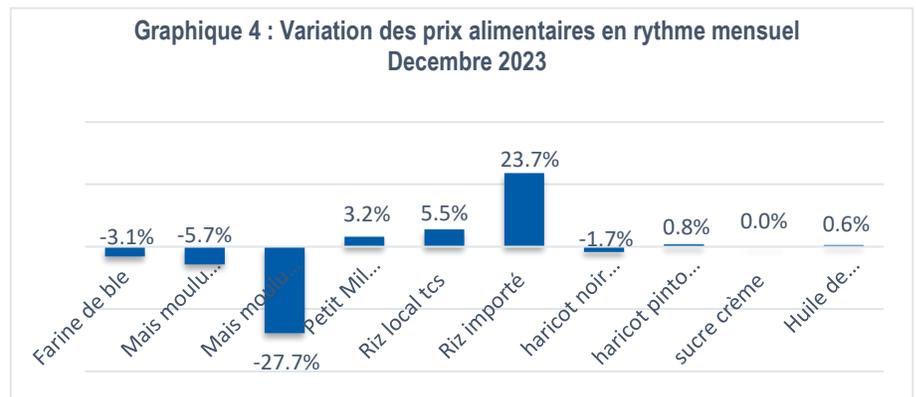
des transactions commerciales régulières en raison de la situation de tension depuis le démarrage de la construction du canal sur la rivière Massacre, devant irriguer la plaine de Maribaroux.



### Tendance des prix par produit sur le marché national

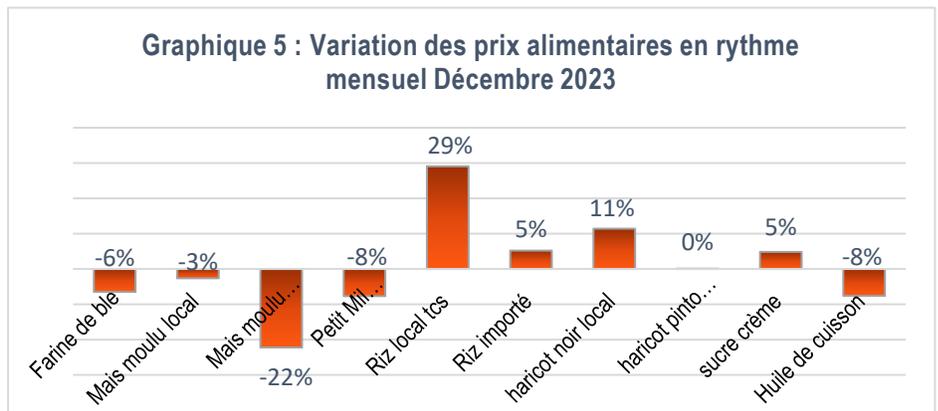
Globalement, au cours du mois de décembre 2023, les prix moyens des différents produits alimentaires de base collectés sur les marchés de consommations des principales villes du pays présentent une tendance plus ou moins mitigée, tant en rythme mensuel qu'en glissement annuel.

En rythme mensuel, la légère baisse de la valeur du panier alimentaire, enregistrée au cours du mois de décembre 2023 résulte de la baisse des prix du maïs moulu importé (-27.7%), du maïs moulu local (-5.7%), de la farine de blé (-3.1%), et de la quasi-stabilité des prix du haricot Pinto (0.8%), de l'huile de cuisson (0.6%) et du sucre crème (0.0%). Toutefois, les prix de certaines céréales comme le riz importé et le riz local ont subi des hausses respectives de (23.7%) et (5.5%) entre novembre et décembre 2023.



Certainement, la baisse enregistrée sur le marché national, notamment pour la farine de blé, est loin d'être proportionnelle à celle observée sur le marché international contrairement au maïs et cela est dû au fait que la capacité de mouture du pays est réduite de plus de deux tiers en raison de l'occupation des moulins d'Haïti depuis le début de l'année 2023.

En rythme annuel, la baisse de la valeur du panier alimentaire est le résultat de celles de certains produits comme le maïs moulu importé (-22%), l'huile de cuisson (-8%), la farine de blé (-6%) et le maïs moulu local (-3%). En revanche, le prix du riz local (TCS) a augmenté de 29%. De surcroît, celui du haricot noir, a accusé une hausse de 11% et ceux du riz importé et du sucre crème ont cru de 5%. Le prix du haricot Pinto reste relativement stable sur la période.



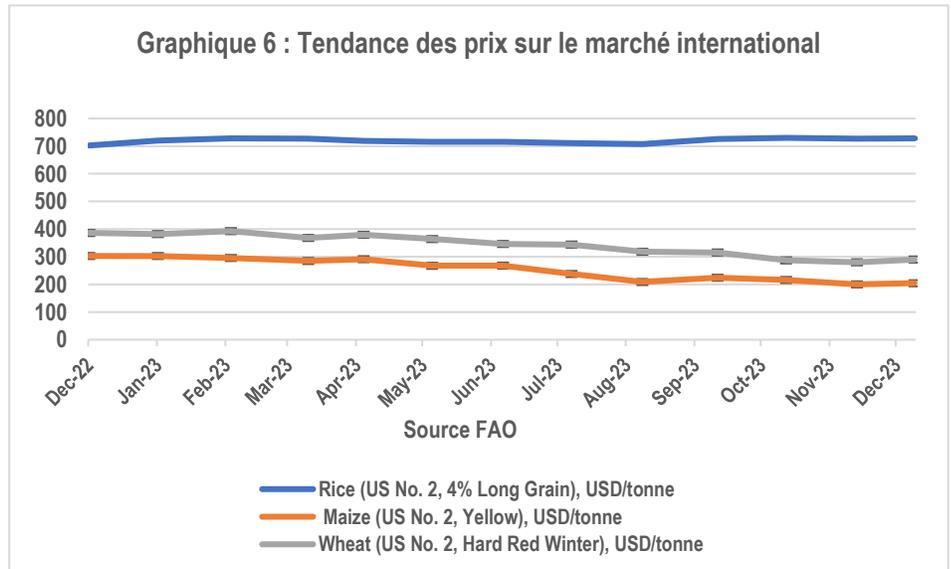
## Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché international

La fluctuation des prix des produits importés sur le marché haïtien est influencée par plusieurs facteurs, dont la tendance des prix mondiaux, notamment sur le marché américain. Il est pertinent de noter qu'Haïti figure en tant que deuxième plus grand importateur de riz américain en termes de volume.

En décembre 2023, le riz américain affiche un prix de 728,26 \$ par tonne, enregistrant une légère hausse 0,01% par rapport à novembre (727 \$ par tonne). Néanmoins, comparé à octobre 2023 (730 \$ par tonne), une diminution de 0,27% est notée. Si l'on considère décembre 2022 (702,5 \$ par tonne), une augmentation significative de 3,6% est observée sur une base annuelle, indiquant une tendance à la hausse des prix du riz américain.

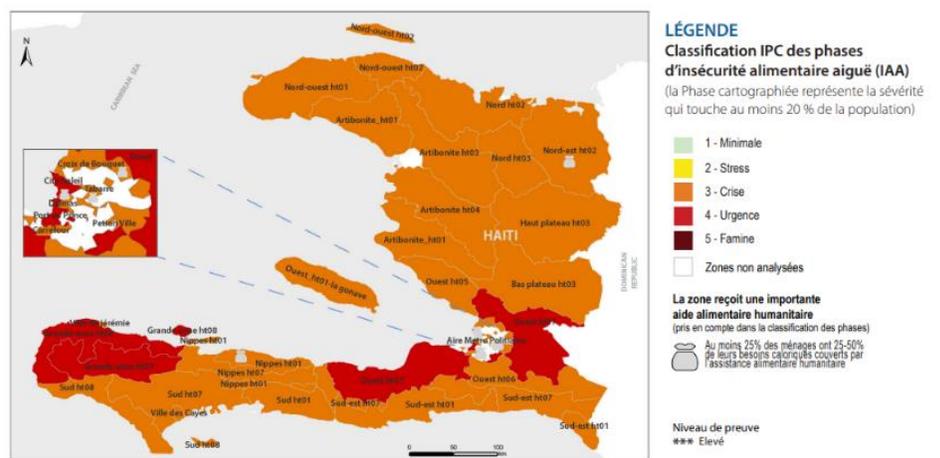
Pour le blé (US No. 2 Hard Red Winter), le prix de décembre 2023 atteint 290,05 \$ par tonne, marquant une hausse de 3,46% par rapport à novembre (280 \$ par tonne). Cependant, comparé à octobre 2023 (287 \$ par tonne), on constate une augmentation de 1,74%. Par rapport à décembre 2022 (385,95 \$ par tonne), une diminution significative de 24,79% est enregistrée, soulignant une baisse notable des prix du blé sur cette période.

En décembre 2023, le maïs affiche un prix de 204,22 \$ par tonne, montrant une légère augmentation de 2% par rapport à novembre (200,11 \$ par tonne). Cependant, comparé à octobre 2023 (216,07 \$ par tonne), une diminution de 5,59% est observée. Sur une base annuelle, par rapport à décembre 2022 (302,82 \$ par tonne), le prix actuel du maïs représente une baisse significative de 32,57%, accusant une diminution substantielle des prix du maïs sur cette période.



## Appercu des conditions de sécurité alimentaire

Selon la plus récente analyse de l'[Insécurité alimentaire aigue – IPC](#) (CNSA, Août 2023) les conditions de sécurité alimentaire sont alarmantes. Pour la période d'août 2023 à février 2024, la prévalence de l'insécurité alimentaire à l'échelle nationale est de 44% avec 14% de la population analysée classée en situation d'urgence (Phase 4 de l'IPC) et 30% en situation de crise (Phase 3 de l'IPC). Parmi les 32 zones analysées, cinq affichent un niveau d'insécurité alimentaire d'urgence (voir la carte ci-joint). Il s'agit du département de la Grand-Anse (Grand Anse HT 07 et HT 08, hormis la ville de Jérémie), des quartiers pauvres et très pauvres de Port-au-Prince, de Cité Soleil et de la zone de moyen d'existence Ouest HT07 comprenant les communes se trouvant au Nord de Port-au-Prince ainsi que celles dans la région des Palmes.



Vue cartographique de la situation actuelle : Août 2023 – Février 2024

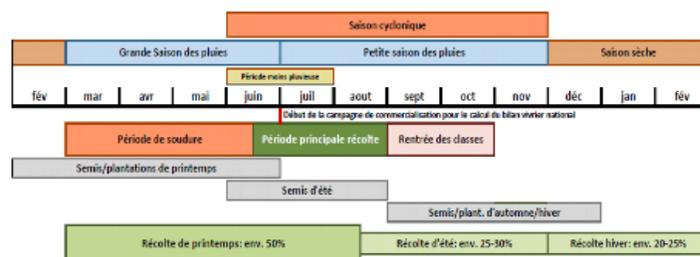
Au cours du dernier trimestre de l'année, la plupart des déterminants des conditions de sécurité alimentaire n'ont pas subi de fluctuations importantes hormis l'insécurité. La forte pression, en raison de la fermeture de la frontière haïtiano-dominicaine en septembre 2023, enregistrée tant sur les produits alimentaires que sur la disponibilité des intrants agricoles connaît une certaine amélioration suite à la reprise progressive des échanges entre les deux pays. L'expansion de la violence des groupes armés notamment à Mariani (depuis le début du mois de novembre 2023) affecte sévèrement les chaînes d'approvisionnement des denrées alimentaires avec pour répercussion d'une part la rareté des produits alimentaires et par ricochet, l'augmentation significative des prix des produits locaux dans l'aire métropolitaine et d'autre part la disponibilité ainsi que le coût de revient du carburant et certains autres produits importés dans la péninsule Sud. Par conséquent, on devrait s'attendre à une augmentation des prix des biens et des services essentiels dans les départements du Grand Sud au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2024.

Pour la période projetée (mars à juin 2024), la prévalence de l'insécurité alimentaire aigue subirait une légère augmentation passant de 44% à 45% avec 14% de la population analysée en situation d'urgence (Phase 4 de l'IPC) et 31% sont susceptibles de se trouver en Phase 3 de l'IPC (Crise). L'accès des familles à l'alimentation demeure incertain et est sujet à la détérioration si des troubles socio-politiques viennent perturber davantage la mise en œuvre des activités génératrices de revenus au profit des familles les plus vulnérables ainsi que les circuits d'approvisionnement. Au cours de cette période qui coïncide avec la période de soudure à l'horizon, sans l'aide des partenaires tant étatiques que non étatiques intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire et d'appui aux moyens d'existence, notamment ceux de la SÉCAL<sup>1</sup>, les familles continueraient à utiliser des stratégies d'adaptation néfastes pour contrer la détérioration de leur consommation alimentaire et pour faire face à la réalisation des activités champêtres de printemps.

## Situation et perspectives agricoles

En Haïti, le calendrier agricole est généralement divisé en trois saisons de culture, en fonction des conditions climatiques :

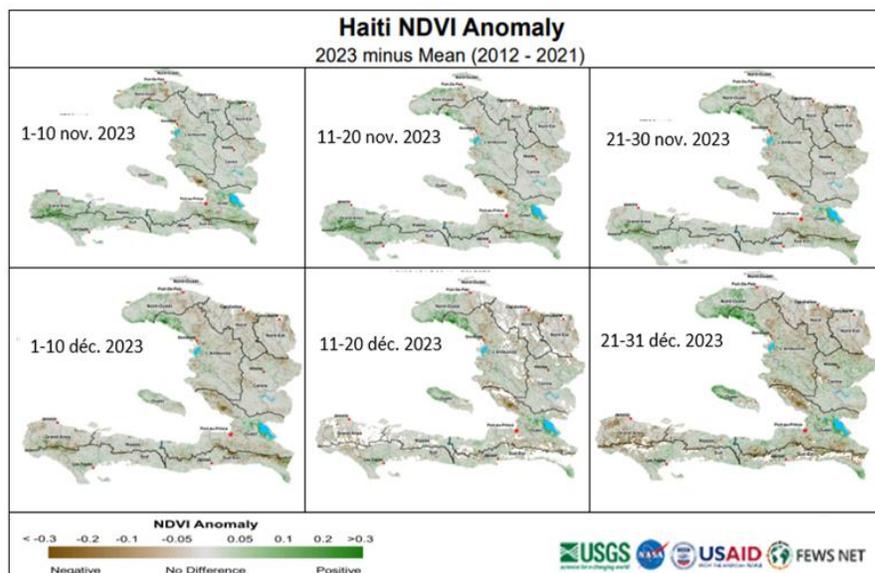
- ✓ Le printemps qui va de février/mars à juillet/août et qui représente plus de 50% de la production agricole annuelle à l'échelle nationale ;
- ✓ L'été/automne, du mois d'août à novembre qui représente 25 à 30% ;
- ✓ L'hiver, de décembre à février représentant 20 à 25%.



Source : FewsNet

Les données recueillies sur le terrain pour la campagne d'hiver révèlent une performance peu satisfaisante en raison de divers éléments défavorables. Les vues cartographiques NDVI ci-jointes révèlent un déficit du niveau de végétation.

Au niveau du grand sud : la Grand 'Anse, les Nippes, le Sud' Est et le Sud pour la campagne d'hiver, on a priorisé les cultures de haricot, de maïs, de certaines cultures maraichères et du riz (quelques communes des Nippes et du Sud) au niveau des plaines irriguées ainsi que différentes espèces légumières et vivrières dans les diverses zones agroécologiques. Cependant, une faible diminution des superficies emblavées et une baisse des rendements ont été



<sup>1</sup> Acteurs intervenant dans la sécurité alimentaire

enregistrées pour la campagne. Cette situation est due à plusieurs facteurs complexes : i) déficit de pluviométrie ; ii) conservation des ressources pour la campagne printemps ; iii) faible disponibilité des intrants et faible qualité des semences ; iv) augmentation du coût des facteurs de production ; v) problématique de la main d'œuvre agricole ; vi) situation qui sévit à Martissant et à Mariani empêchant la libre circulation des intrants et des marchandises. Grâce aux récentes pluies, les pâturages pour le bétail ont été améliorés. Cependant, au niveau de la Grand' Anse, les cultures en montagnes ont été affectées par un excès de pluies survenu dans une période non utile et il y a une diminution considérable du cheptel porcin à cause du teschen.

Dans le grand Nord, la production a été très diversifiée suivant les différentes zones agroécologiques. On a observé au niveau de petits périmètres irrigués, dans les montagnes humides et semi-humides, dans les zones rizicoles de l'Artibonite la production de ces diverses cultures : haricot, cultures maraichères et vivrières. Globalement la campagne agricole est moyennement satisfaisante pour les zones Nord-Ouest HT01 et HT02, de l'Artibonite et du Nord hormis le Centre qui a enregistré une mauvaise répartition de la pluviométrie.

Divers facteurs ont influencé la performance de la campagne d'hiver dans le grand Nord : i) l'accentuation de la violence des gangs armés occupant les routes principales affectant le renouvellement des stocks dans les boutiques d'intrants agricoles ; ii) la fermeture temporaire de la frontière avec la république dominicaine impactant les approvisionnements en semences, en fertilisants, en pesticides et en accessoires (pièces de rechange pour les moto pompes d'irrigation et la mécanisation agricole d'une manière générale) ; iii) Canaux d'irrigation non entretenus et/ou négligés à cause l'expansion les foyers des gangs très puissants ou par le manque d'incitation au niveau du secteur ; iv) la hausse des prix des intrants agricoles notamment les engrais minéraux ; v) la cherté couplée à la rareté de la main d'œuvre agricole ; vi) la faible présence des institutions de microfinance pour octroyer le crédit et l'assurance agricoles adaptés au secteur ; vii) les maladies et les ravageurs des cultures.

Au niveau de l'Artibonite, en plus du manque d'incitation et d'appui aux planteurs pour cette campagne, les prix des semences sont élevés notamment pour les semences maraichères à cause la fermeture de la frontière. La violence des gangs armés a rendu extrêmement difficile les achats habituels des semences maraichères à Port-au-Prince particulièrement à Pétiou Ville et Kenscoff.

Pendant la fin du dernier trimestre de l'année, on a observé que la pêche n'a pas été bonne ; ce qui a été prouvé par l'augmentation vertigineuse du prix des produits halieutiques. De manière générale, des observations pour ce sous-secteur montrent qu'il est sous exploité en raison d'un ensemble de facteurs limitant complexes : i) manque d'engins et de matériels ; ii) problème de contrôle des captures ; iii) manque de formation des pêcheurs ; iv) absence des infrastructures de traitement et de conservation des captures ; v) abatage des mangroves dans les zones côtières.

Dans les départements du Sud, de la Grand' Anse et des Nippes pour la campagne printemps 2024, on s'attend à une amélioration de la productivité grâce à la présence, entre autres, du programme PARSA (Projet d'Agriculture Résiliente et de Sécurité Alimentaire) qui compte soutenir les familles agricoles sur différentes formes (semences, outils, travaux communautaires etc.) en termes de préparation de la campagne. Dans le grand Nord, on devrait compter sur des programmes en cours comme le Programme Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PMSAN) qui opère dans l'Artibonite, le Nord-Ouest, et le Nord-Est avec un peu de support technique, on s'attend à une campagne proche d'une année normale dans la continuité de la performance de la campagne précédente qui motiverait les familles agricoles.